

09/12/2008



Communiqué de presse

Conférence de presse

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

CONFÉRENCE DE PRESSE DE NAVI PILLAY, HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME

À l'heure du soixantième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a engagé, aujourd'hui, les États à redoubler d'efforts pour prévenir l'intolérance et faire respecter les droits des personnes.

Mme Navi Pillay, qui donnait une conférence de presse au Siège des Nations Unies à New York, a été invitée à commenter des questions ayant trait à l'actualité internationale comme le Darfour, la bande de Gaza; le rôle de la prochaine administration américaine; ou, encore, les divergences qui entourent les préparatifs de la prochaine Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban contre le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie.

La Haut-Commissaire a d'abord engagé les acteurs étatiques à faire preuve de vigilance et à agir dès la manifestation du premier signe de la « spirale infernale de l'intolérance » qui mène éventuellement au génocide. Elle a surtout insisté sur l'importance d'incorporer le crime de génocide dans les législations nationales.

Elle s'est néanmoins félicitée des importantes avancées enregistrées grâce au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) ou, encore, au Tribunal pour le Cambodge, qui ont été créés il y a seulement quinze ans alors que rien n'existait pour punir le crime de génocide. L'impunité régnait alors, a-t-elle souligné.

Mme Pillay s'est également attardée sur l'histoire et le caractère « visionnaire » de la Déclaration universelle des droits de l'homme, document qui, selon elle, a eu le plus grand impact sur l'histoire de l'humanité.

Mais, a-t-elle averti, les droits de l'homme demeurent une promesse non réalisée pour des dizaines de millions de personnes dans le monde qui n'ont même pas conscience de leurs droits ni du fait que les gouvernements leur sont redevables. « Le chemin est encore long et aucun État ne peut faire preuve de complaisance et prétendre avoir atteint le but, » a-t-elle lancé.

S'agissant des préparatifs pour le suivi de la Conférence de Durban sur la lutte contre le racisme, la Haut-Commissaire a engagé tous les États à participer à cet événement et a souhaité que la Conférence débouche sur l'adoption par consensus d'un document final.

Évoquant la situation au Soudan, Mme Pillay a signalé que son bureau n'avait pas pu déterminer si une politique génocidaire était actuellement appliquée ou non au Darfour. Elle s'est néanmoins dite gravement préoccupée par la situation des personnes déplacées dans la région et par les actes de violence sexuelle qui s'apparentent, selon toute vraisemblance, à une arme de guerre.

« Les journalistes aiment l'idée de génocide car elle illustre la gravité d'une situation », a-t-elle ensuite tempéré en réagissant à une question tendant à savoir s'il convenait de qualifier la situation dans la bande de Gaza de « génocide par privation ». Préférant la qualifier de « graves violations des droits de l'homme », Mme Pillay en a profité pour engager Israël et la Palestine à cesser leurs attaques respectives et pour demander la levée immédiate du blocus imposé à Gaza.

Passant ensuite aux violations perpétrées sur le terrain par certains Casques bleus de l'ONU, la Haut-Commissaire a signalé que son bureau avait demandé l'exclusion de tout soldat porteur d'un casier judiciaire. Elle a également rappelé que l'ONU ne pouvait traduire en justice les Casques bleus qui lui ont été prêtés par un État Membre et que c'est à ces derniers de poursuivre leurs ressortissants.

Enfin, Mme Pillay a dit attendre beaucoup de la prochaine présidence américaine. « J'espère que la plate-forme du changement qui a été avancée se traduira par la réintégration des États-Unis dans la famille internationale et par la mise en valeur de son rôle dans le monde », a-t-elle déclaré.

La Haut-Commissaire s'est notamment dite impressionnée par les déclarations d'intention relatives à une éventuelle fermeture de la base de Guantanamo. « J'espère que ce processus débouchera sur des enquêtes et que les détentions arbitraires mais, aussi, le recours à la torture deviendront des pratiques à jamais bannies par les États-Unis et par le reste du monde », a-t-elle asséné.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel